

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19980 - 77ÈME ANNÉE

Sainte-Suzanne et Saint-Louis

Hommages aux ancêtres morts sans sépulture

L'hommage annuel aux ancêtres des Réunionnais morts sans sépulture a vu le jour le 31 octobre 2009. C'était une initiative menée par l'équipe de la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise sous l'impulsion de Paul Vergès, alors président de la Région Réunion.

Il s'agissait notamment de donner un coup de projecteur sur la partie la plus méconnue de l'histoire de La Réunion, celle de l'esclavage, et qui en constitue pourtant sa part la plus importante depuis le débarquement d'un bateau en provenance de la colonie française de Fort Dauphin dans la Baie de Saint-Paul en 1663, date considérée officiellement point de départ de la colonisation de La Réunion.

La cérémonie eut lieu au cimetière du Père Lafosse au Gol, où fut inaugurée une stèle matérialisant cet hommage. A cette occasion, les représentants des principales collectivités, ainsi que de nombreux responsables associatifs et politiques déposèrent une gerbe ou firent brûler des encens.

Le changement de majorité à la Région Réunion en 2010 entraîna la disparition du projet de Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise et la fin du soutien du Conseil régional à cette initiative. L'hommage se poursuit chaque année en s'appuyant sur l'implication de militants culturels et de la Mairie de Saint-Louis dirigée jusqu'en 2014 par un membre du Parti communiste réunionnais.

Outre le cimetière du Gol, la Mairie de Sainte-Suzanne également dirigée par un membre du PCR est à l'origine d'un hommage annuel aux ancêtres

morts sans sépulture. Il a lieu tous les ans au monument honorant Edmond Albius au Bocage. A plusieurs reprises, des élèves des écoles de la commune ont été associés à cette initiative.

Cette année, trois hommages sont prévus. Le premier a eu lieu le 30 octobre à la stèle du cimetière du Gol à l'initiative de militants culturels avec le soutien de la Mairie de Saint-Louis. Le second s'est tenu le 31 octobre à Sainte-Suzanne au Bocage à l'initiative de la Mairie. Il a été marqué par la participation d'un groupe de maloya. Un troisième a eu lieu ce matin au cimetière du Gol, il est organisé par les Sections du PCR du Sud. Ces manifestations soulignent que l'hommage aux ancêtres morts sans sépulture est désormais une date bien inscrite dans le calendrier des militants.

Cette cérémonie rappelle que depuis l'arrivée des premiers habitants de la Grotte des Premiers Réunionnais, la majorité de l'histoire de notre île s'est déroulée sous le régime de l'esclavage qui ne reconnaissait pas le statut d'être humain à la majorité des habitants de notre île.

Les esclaves n'étaient pas enterrés dans les mêmes cimetières que les autres et il faut attendre des événements climatiques imprévus pour faire la découverte de corps enfouis sur le littoral, comme cela est arrivé en 2011 près du cimetière marin de Saint-Paul.

Mais pour la plupart d'entre eux, le lieu d'inhumation et la sépulture sont inconnues. Ceci est révélateur de la méconnaissance de la période de l'esclavage qui fut pourtant riche en

luttés et qui constitue à n'en pas douter un point de départ de l'esprit de résistance qui anime le peuple réunionnais. Le témoignage de cette résistance est d'ailleurs inscrit dans le paysage : la plupart des lieux situés à l'intérieur de La Réunion sont d'origine malgache. Ils rappellent le rôle de ces lieux, ou saluent la mémoire d'une personnalité d'une société qui s'est construite dans la résistance et qui a tenu tête jusqu'en 1848 au régime esclavagiste qui dominait le littoral.

Leur souvenir survit au plus profond de la majorité des Réunionnais.

Renforcer la connaissance de cette histoire permettra aux Réunionnais de mieux savoir d'où ils viennent et donc qui ils sont. Elle a été faite par des femmes et des hommes dont la plupart des noms se sont perdus et dont la tombe est inconnue. Inconnu est également le lieu de sépulture de la plupart des esclaves déportés à fond de cale vers notre île et contraints de travailler gratuitement jusqu'à la mort dans les plantations des esclavagistes.

Or, ce sont pourtant ces ancêtres morts sans sépulture qui constituent la majorité des ascendants des Réunionnais d'aujourd'hui, puisque la majorité de la population était considérée comme esclave pendant près de 200 ans.

L'hommage aux ancêtres morts sans sépulture permet donc chaque année de raviver le lien avec ceux que le régime colonial a voulu faire oublier, mais dont le souvenir continue de vivre au plus profond de la majorité des Réunionnais.

M.M.

Edito

Le néocolonialisme et la menace du bon exemple

Le colloque ayant eu lieu samedi a rappelé les ressemblances significatives au sein des politiques néocoloniales. Aucun pays n'est à l'abri d'une intervention des ex États colonisateurs, même le plus insignifiant. En fait, ce sont souvent les pays les plus faibles, les plus pauvres, qui provoquent la plus grande hystérie tel Madagascar ou les Comores.

Le néocolonialisme décrit une politique impérialiste menée par une ancienne puissance coloniale vis-à-vis de son ancienne colonie, utilisant diverses méthodes d'influence et de domination, à son propre intérêt ainsi que celui de ses entreprises. Le terme, qui trouve son origine chez Jean-Paul Sartre en 1956, fut repris pour la première fois dans un discours par Kwame Nkrumah, en 1965. Ce terme prolonge ainsi la notion de colonie entre les XVIe et XIXe siècles, pour décrire les relations de domination post-coloniales. Le néocolonialisme se décline en plusieurs approches. En lieu et place d'un contrôle militaire officiel, les puissances néocolonialistes utilisent des prétextes humanitaires et démocratiques pour justifier la présence militaire. Les révoltes sont écrasées par des méthodes de contre-insurrection. L'usage de la propagande de guerre permet d'obtenir le consentement des populations occidentales, et de fait, les médias liés aux intérêts des grandes entreprises exploitantes et de vente d'armes taisent en grande partie les événements où la responsabilité des grandes puissances est directement concernée. D'autre part, des accords commerciaux avec les dirigeants faisant usage de la corruption, des méthodes financières pour générer ou entretenir une dette odieuse que dénonce le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes), et de façon relativement officielle des politiques économiques et culturelles afin de dominer des pays moins puissants. Selon certains, la simple domination économique revient à contrôler de facto les nations visées.

Depuis la Révolution bolchevique de 1917 jusqu'à la chute des gouvernements communistes en Europe de l'Est à la fin des années 80, chaque agression US était justifiée comme une défense contre la menace soviétique. Ainsi lorsque les États-Unis ont envahi la Grenade en 1983, le chef d'Etat Major a expliqué que, dans l'éventualité d'une attaque soviétique contre l'Europe occidentale, un régime hostile à la Grenade pouvait couper les approvisionnements de pétrole des Caraïbes à l'Europe de l'Ouest et que les États-Unis seraient dans l'impossibilité de porter secours à leurs malheureux alliés. Prenez le cas du Laos dans les années 60, peut-être le pays le plus pauvre du monde. La plupart de ceux qui y vivaient ne savaient même pas qu'ils vivaient dans un pays appelé le Laos. Dès qu'une révolution sociale très limitée a commencé à se développer là-bas, Washington a soumis le Laos à un « bombardement secret » meurtrier, détruisant de larges portions de zones habitées et qui, de leur propre aveu, n'avait rien à voir avec la guerre que les États-Unis menaient contre le Vietnam du Sud. L'agression contre le Nicaragua était justifiée par le fait que si nous ne « les » arrêtons pas là – bas, « ils » traverseraient notre frontière à Harlington, Texas – à peine deux heures de route. (pour les publics plus éduqués, il y avait des arguments plus sophistiqués, mais tout aussi plausibles). En ce qui concerne l'économie américaine, le Nicaragua pourrait disparaître et personne ne s'en rendrait compte. Même chose pour le Salvador. Pourtant ces deux pays ont été soumis à des attaques meurtrières de la part des États-Unis qui ont coûté des centaines de milliers de vies et des milliards de dollars de dégâts.

L'expression « Françafrique » est utilisée, pour désigner la relation spéciale, qualifiée de néo-coloniale par ses détracteurs, établie entre la France et ses anciennes colonies en Afrique subsaharienne. Elle se caractérise par le rôle des réseaux extra-diplomatiques (services de renseignement, entreprises, barbouzes, militaires, etc.), l'ingérence directe des autorités françaises dans les affaires intérieures des anciennes colonies, et la complicité régulière des élites africaines locales. Le terme « Françafrique », consacré par son utilisation régulière par les grands médias (notamment Le Monde, Libération ou L'Express), est utilisé de manière plus large pour dénoncer la politique étran-

gère de la France en Afrique, que le pays visé ait été une ancienne colonie ou pas (ainsi du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo). Le terme peut viser ses interventions militaires dans les pays en crise (Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique), son rôle prépondérant dans certains épisodes dramatiques de l'histoire africaine (soutien apporté aux Hutu responsables du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994) ou encore des scandales financiers (affaire Elf). L'expression « France-Afrique » semble avoir été inventé en 1955 par le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, pour définir le souhait d'un certain nombre de dirigeants africains de conserver des relations privilégiées avec la France après l'accession de leur pays, anciennes colonies françaises, à l'indépendance. On n'oubliera pas dans ce panorama, la politique étrangère portugaise et belge suite aux indépendances. D'ailleurs les grandes victimes ont été Sankara au Burkina Faso et Amilcar Cabral pour la Guinée Bissau et le Cap Vert.

Plus le pays est faible, plus son exemple est dangereux. Si un pays minuscule comme la Grenade pouvait améliorer les conditions de vie de sa population, d'autres pays, avec plus de ressources, pourraient se demander « pourquoi pas nous ? » Lorsqu'on veut instaurer un système global qui soit soumis aux besoins des investisseurs néocoloniaux, il faut s'assurer que tous les morceaux restent en place. Il est étonnant de constater à quel point cette idée est ouvertement formulée dans les documents officiels. Les stratèges américains, depuis le secrétaire d'Etat Dean Acheson à la fin des années 40 jusqu'à nos jours, ont toujours averti qu'« une pomme pourrie gâte le baril » [traduction littérale du proverbe – NDT]. Le danger était la pourriture – le développement social et économique – qui pouvait se transmettre. Cette « théorie de la pomme pourrie » est présentée en public sous le nom de la théorie des dominos. Elle est destinée à faire peur à l'opinion publique et lui expliquer comment Ho Chi Minh pourrait monter dans canoë et pagayer jusqu'en Californie. Il se peut que quelques responsables américains croient à ces bêtises, c'est possible, mais pas les stratèges. Ces derniers comprennent parfaitement que la véritable menace est celle d'un « bon exemple ». Et il leur arrive parfois de l'énoncer clairement. En d'autres termes, les Pays colonisateurs veulent la « stabilité », c'est-à-dire la sécurité pour « les classes aisées et les grandes entreprises étrangères ». Si cet objectif peut être atteint par des mécanismes démocratiques, tout va bien. Sinon, la « menace contre la stabilité » que représente un bon exemple doit être détruite avant que le virus ne se répande. C'est pourquoi même le plus petit des pays peut représenter une menace et doit être écrasé.

« Toute l'histoire du contrôle sur le peuple se résume à cela : isoler les gens les uns des autres, parce que si on peut les maintenir isolés assez longtemps, on peut leur faire croire n'importe quoi. » Noam Chomsky

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lo bon lo la fontène madame Toutou : Eya Mon dyé ! Lé vré k'lé bone shoze néna inn fin !

Mézami i parétre d'lo ni boir issi La Rényon lé pa katogan ? I parétre mèm landroi wi kroi dolo lé prope, landroi li lé kaziman transparan, ébin néna kalité koshoneri la-dan i fo évite di sa dovan l'moune kan l'aprè manjé... Romarke bien mi fé ké rodi sak mi antann dann bande radyo pèrkal é mwin la poin la prèv a konvikssyon, mé sak i di lé pa angajan... I paré dann sèrtin landroi l'moune i boir d'lo i koul dann robiné, néna dé foi bande marmaye i gingn mo d'vante doktèr i pé pa éspliké ziska k'lo zour inn an parmi la demande pou analize dolo in marmaye la boire é l'èr-la, sirpriz – sirprize la trouv dann lo déssèrtènn molékil kaka.

Si tèlman sa téi fé tonbe demoune malade.

Biensir, zot la romarké, mwin la pa parl landroi dolo i koul maron pars sanbe pou mwin lé in pé égzazéré kan i di i sifi fé bouye dolo troi minite pou boir ali ? Pars mi panss pa troi minite é lo lé blan. Mi panss mèm pa bande partikil solide an sispanssyon i fonde dann lo bouyante. Fransh vérité, mi kalkil l'aprè fé boire demoune la salté an dizan wi pé anvoye ali déyèr la kravate é wi risk pa arien.

Mézami, mwin la antande dir dan vin-troi komine dsi vinn-kate néna shé nou, lo i prézante pa la kalité i égzij nivo l'Érope é pou trape sa néna ankor d'lo-éskize mon pardon-pou koul dsou lo pon... Si tèlman dann déssèrtènn komine in pé la fine déssidé fé lizine pou potabiliz dolo. Sa i

koute dé mil é dé san, dé million-karante million pou sète Madurand Sin-lé... Biensir i sava astik lo-la avèk produi shimik, épi bande manipilassion mékanik, é si mi tronpe pa fé in rézo éspésyal pou amenn lo prope ziska robiné. Nou lé mal parti pars i sava pa-d'aprè mwin-mète lo prop dann sirkui pou kabiné, pou mashine a lavé, pou aroze zardin é in kantité lizaz i domande pa lo lé potabe ? Amwins ké sé konmsa k'in pé i vé fé.

L'èr-la mwin té aprè panssé, pou kossa i fé pa konm laba la vil New-York : laba la déside rande prope lanvironeman épi zot néna san produi shimik lo lo pli pure ké néna dann lo monde. Mé zot i oi inpé kossa i fo fé arienk pou l'aproptaze lanvironeman. Mi oze mèm pa di for pars mi antrovoi déza in pé aprè trape zot gran kouto kan i di zafèr konmsa... Mé mi fé konfyanss bande léktèr Témoignages pou konprande sak mi di rante bande lign... Kan mwin lété pti Boi d'Nèf Sin-dni l'avé in fontène, é té la nou téi sar trape dolo pou boire ; sa té fré, sa té bon, sa téi rodone aou la santé. Fontène dolo-la lété koté la kaze madame Toutou é sa té noute lo d'dimansh pars otroman nou téi trape dolo dan la kour lékol... mézami madame Toutou la fine pass koté d'tanto, é lo fontène néna lontan lé fine détrui, mé mi panss ankor so lo-la an dizan : « éya ! lé vré bande bone shoze néna touzour inn fin ! »

Justin